

FAIT DU JOUR

@le\_Parisien

Optimisation

Comme souvent, la réalité est dans la nuance. Et comme souvent, la nuance a du mal à se faire entendre. Le débat sur les aides sociales mérite mieux que des positions caricaturales. Alors, avant de s'engager dans l'affrontement idéologique, deux points méritent d'être rappelés. Oui, les minima sociaux à la française ont largement démontré leur utilité. Non, ils ne peuvent être envisagés comme un totem à jamais intouchable. La crise de 2008 a permis de constater le rôle d'amortisseur social joué par notre système. Pour autant, les presque 9 millions de pauvres que compte notre pays illustrent malheureusement le fait que ces dispositifs sont très largement perfectibles. Poser la question de l'efficacité de ces aides comme le fait aujourd'hui l'exécutif est tout à fait légitime, ne serait-ce que pour résoudre le fait que près d'un tiers des plus démunis n'accèdent pas à leurs allocations, notamment le RSA. Plus qu'en termes exclusifs d'économies, la réforme mérite donc d'être pensée à travers une volonté d'optimisation.

**L'ÉDITO** DE STÉPHANE ALBOUY  
salbouy@leparisien.fr

# LA BATAILLE DES MINIMA

Emmanuel Macron devrait dévoiler début juillet les grandes lignes de son plan contre la pauvreté. L'avenir de certaines aides, notamment la prime d'activité, fait débat.

PAR SÉVERINE CAZES ET CATHERINE GASTÉ

**LES MINIMA SOCIAUX** coûtent « un pognon de dingue » et « les pauvres sont quand même pauvres ». C'est la petite musique que fredonnent depuis dix jours les lieutenants d'Emmanuel Macron, en écho aux propos du chef de l'Etat tenus dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

Qu'en est-il de ces deux phrases chocs ? Concernant l'enveloppe des aides aux derniers de cordée, rien de bien faramineux. Tant à droite qu'à gauche, la plupart des experts en conviennent : le coût de la solidarité n'est pas extravagant rapporté à l'ensemble de notre système de protection sociale (714,5 Mds€).

En effet, l'Etat consacre 26 Mds€ aux minima sociaux, qui servent de filet de sécurité aux plus démunis. Et si l'on inclut à ces aides antipauvreté les autres prestations (logement, famille, action en faveur des salariés pauvres...), l'effort au sens large atteint 57 Mds€. Soit 2,6 % de la richesse produite en France. « Ce n'est pas astronomique », juge Nicolas Bouzou, économiste libéral. D'autant moins que sans ces minima, la France compterait « 5 millions de pauvres supplémentaires », rappelle l'économiste de gauche Didier Gélot (lire ci-dessous).

« Il y a trop d'aides sociales », a pourtant lâché ces dernières semaines le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin qui défend, comme son collègue Bruno Le Maire (Economie), une logique budgétaire. Des propos qui n'en finissent pas d'inquiéter. Même un premier de cordée s'en est ému : « J'ai peur qu'il (Emmanuel Macron) mène la France vers un système qui oublie les plus modestes », s'est confié le milliardaire François Pinault au « Monde » ce week-end. Piqué au vif, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, s'est chargé de remettre à sa place l'homme d'affaires qui « longtemps n'a pas payé d'impôts ».

**OPÉRATION DÉMINAGE POUR L'EXÉCUTIF**

Bref, le sujet est hautement explosif. En coulisses, l'exécutif s'attelle déjà à déminer. « Il n'y aura pas de chasse aux minima sociaux, mais un diagnostic complet des aides pour ajuster ce qui marche ou pas », martèlent plusieurs ministres en « off ».

C'est donc officiellement l'efficacité de chaque euro dépensé que le gouvernement questionne. Et compte améliorer. Chargée du dossier, Agnès Buzyn, la ministre de la Santé et des Affaires sociales, a bien du mal à incarner cette voix sociale appelée de ses vœux par le prési-

dent. « Macron ne va pas laisser s'installer cette idée d'un président des riches », assure une source LREM. C'est d'ailleurs lui qui devrait annoncer prochainement les grandes lignes du plan Pauvreté. Vraisemblablement à l'occasion de son discours devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, le 9 juillet.

Reste les derniers arbitrages. Plusieurs dossiers sont sur la table. Premièrement, le « versement social unique », dont il faut fixer le calendrier (2019, 2020 ou 2021 ?). Promesse de campagne faite aux associations de lutte contre la pauvreté, l'idée consiste à verser automatiquement les minima sociaux à tous ceux qui y ont droit (sans qu'ils en fassent la demande). Aujourd'hui, 10 Mds€ d'aides dues ne sont pas versées chaque année, car pas réclamées.

Au chapitre des économies et de l'efficacité, la prime d'activité (4,1 Mds€) pourrait être recentrée sur les « plus pauvres des pauvres », glisse un proche du dossier. Gain pour l'Etat ? 500 M€ à 1 Md€. « La logique de l'Elysée est de renforcer l'accompagnement », poursuit cette source. Une logique qui serait aussi appliquée au RSA, en revoyant les circuits de financement et en forçant les départements à faire plus d'accompagnement.

L'allocation de solidarité spécifique versée aux chômeurs en fin de droits est sur la sellette, mais divise le gouvernement. Quant aux allocations familiales, le député Olivier Véran (LREM) milite pour leur suppression aux plus riches. « Tout ça pour gagner 150 M€, ça va faire hurler la droite et le PCF », critique un autre membre de LREM. Ce serait « une bombe », tout comme le rabotage des pensions de réversion évoqué par Bruno Le Maire hier.



Un dispositif efficace ? OUI



**Didier Gélot**

ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE, ÉCONOMISTE MEMBRE DE LA FONDATION COPERNIC

## « Si on les supprimait, il y aurait 5 millions de pauvres en plus »

**L'argent consacré aux minima sociaux est-il efficace ?**  
**DIDIER GÉLOT.** Du point de vue de la solidarité avec les plus démunis, oui, ce coût est à la hauteur des besoins. Sans ces transferts sociaux et fiscaux en direction des publics défavorisés, il y aurait 5 millions de pauvres supplémentaires en France. Au lieu de 9 millions, on serait à 14 millions. Il est vrai que des personnes n'arrivent pas à sortir de la pauvreté, mais ce n'est pas la faute des minima sociaux. La crise de 2008 a montré que ces stabilisateurs ont permis à la France de mieux résister qu'ailleurs. Même si le nombre de chômeurs a augmenté, le taux de

pauvreté n'a pas bondi comme en Allemagne, ou dans l'Europe du Sud où les aides sont moins importantes. Les dépenses sociales jouent un rôle important tant pour les personnes que pour la santé économique du pays : un euro donné aux plus pauvres, c'est un euro consommé. A contrario, un euro donné aux plus riches va à l'épargne. **Y a-t-il un lien entre le chômage et la pauvreté ?** Evidemment les facteurs sont multiples (ruptures familiales, difficultés de santé...), mais les courbes du chômage et de la pauvreté se suivent. Quand la situation économique s'améliore et que les gens retrouvent du travail, les deux

courbes baissent. En temps de crise, elles grimpent. De plus, à chaque fois qu'on durcit les règles d'attribution des allocations chômage, que se passe-t-il ? Les gens basculent dans le régime de solidarité : l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) puis le RSA. Il y a une discussion en ce moment sur la suppression de l'ASS. Ce serait une erreur de la supprimer ! Tant que la croissance ne crée pas assez d'emplois, il ne faut pas affaiblir ces protections. **Que devrait inclure le futur plan Pauvreté d'Emmanuel Macron ?** La mesure la plus attendue est l'automatisme des droits. Ce serait un pas important. Un grand nombre de

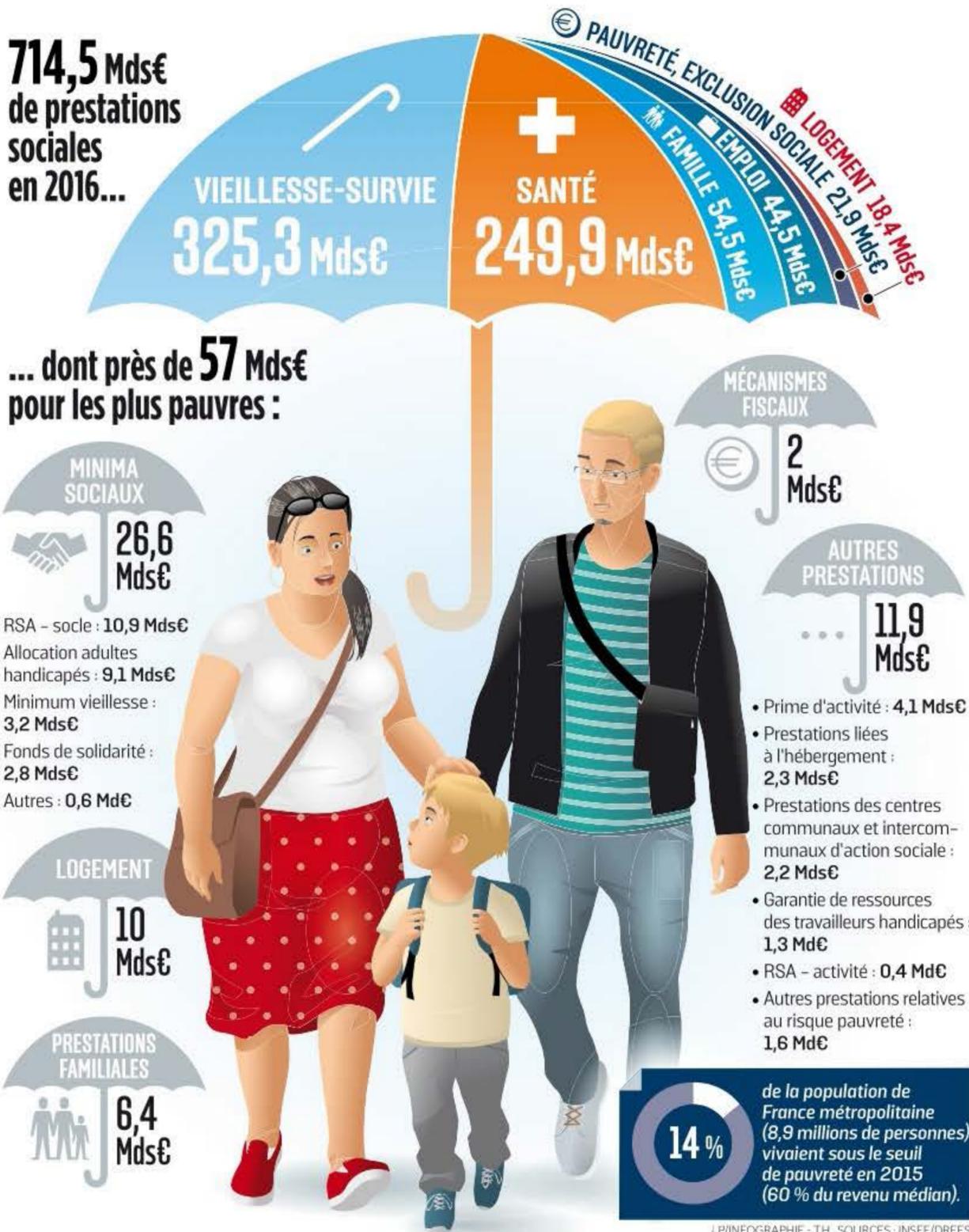
personnes n'ont pas recours aux minima sociaux alors qu'elles y sont éligibles. Pour le RSA, cela concerne 30 % des gens. Par ailleurs, il faut plus de contrats aidés. Dire que la bonne solution réside dans l'emploi, c'est une évidence ! Mais certains ne peuvent pas reprendre un travail directement. Quand Emmanuel Macron diminue les contrats aidés, c'est un problème ! C'est un marche-pied nécessaire et souvent efficace pour la réinsertion des publics en grande marginalité. Il faut un meilleur accompagnement des personnes. Or les associations qui font de l'insertion n'ont plus les moyens de remplir leur rôle.

PROPOS RECUEILLIS PAR C.G.

# LES AIDES ANTI-PAUVRETÉ

**714,5 Mds€**  
de prestations  
sociales  
en 2016...

... dont près de **57 Mds€**  
pour les plus pauvres :



LP/INFGROPHIE - TH. SOURCES : INSEE/DREES.

**LA LUTTE** contre la pauvreté ne date pas d'hier. Les premiers minima sociaux mis en place visaient des populations spécifiques comme le minimum vieillesse (1956) pour les personnes âgées, l'allocation adultes handicapés (1975) ou l'allocation de parent isolé (1976).

Aujourd'hui, la France compte 4,2 millions de foyers bénéficiant d'un ou plusieurs des dix minima sociaux visant à assurer un revenu minimal à une personne (ou sa famille) en situation de précarité, disposant de faibles ressources. Avec les conjoints et les personnes à charge, 11 % de la population est couverte par ces prestations, soit 7 millions de personnes bénéficiant de ce filet social.

## LE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

3,3 millions de personnes (1,95 million par foyers d'allocataires) en bénéficiaient fin 2016. C'est l'un des minima les plus connus. En vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009, ce petit frère du revenu minimum d'insertion (RMI) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Versé par la Caisse d'allocations familiales (CAF), il est ouvert, sous conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle. Son montant pour une personne seule est 550,93 € ; avec un enfant : 826,40 € ; avec deux enfants : 991,68 € ; par enfant supplémentaire : 220,37 €. Il s'agit de montants forfaitaires, avant la prise en compte des ressources du foyer. Le montant versé peut donc varier en fonction des ressources des bénéficiaires.

## PRIME D'ACTIVITÉ

4,2 millions de personnes. Créée en 2016, cette prime est un complément de revenu d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes. Elle remplace le

« RSA activité ». Le mode de calcul est assez complexe et en fonction des revenus et de la composition du foyer. Ainsi, un célibataire travaillant à temps plein au smic touche un peu plus de 130 €, par mois de prime d'activité. Une mère isolée avec un enfant qui travaille à tiers-temps touche, elle, 220 € par mois. Pour un couple avec deux enfants dont un parent est à plein-temps au smic et l'autre à mi-temps, le montant de la prime d'activité atteint 230 € mensuels.

## ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE (ASS)

472 000 personnes. Créée en 1984, cette allocation chômage est versée aux demandeurs d'emploi qui ont épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Ils doivent justifier d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix années précédant la fin de leur contrat. L'allocation est aussi soumise à des conditions de ressources du foyer : elles doivent être inférieures à 1 153,60 € si vous êtes seul et 1 812,80 € si vous vivez en couple. Son montant mensuel est de 494,40 €.

## ALLOCATION ADULTES HANDICAPÉS

1,1 million de personnes. Cette aide financière est attribuée sous réserve de respecter des critères d'incapacité, d'âge, de résidence et de ressources. Elle est accordée sur décision de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Son montant complète les éventuelles autres ressources de la personne en situation de handicap et ne peut dépasser 819 €.

## ET LES AUTRES...

Pour les personnes âgées : l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) : 77 900 ; l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et l'allocation de solidarités aux personnes âgées (ASPA) : 554 000.

CATHERINE GASTÉ

## « Mieux vaut un petit job que vivre des minima sociaux »

**L'argent consacré aux minima sociaux est-il efficace ?**

**NICOLAS BOUZOU.** Si l'objectif — disons pour faire vite, celui de la gauche traditionnelle — est de distribuer de l'argent aux ménages pauvres pour qu'ils soient moins pauvres, ou qu'ils ne deviennent pas plus pauvres encore, alors oui, on y arrive. En revanche, si l'idée, plus libérale et dont je me sens plus proche, est de remettre les pauvres dans une logique d'ascension sociale, dans ce cas, la France consacre beaucoup d'argent pour peu de résultats. Des familles comptent trois générations de chômeurs... Peut-on parler de succès ? Non, c'est une situation anormale !

**Tous les pauvres peuvent-ils « sortir de la pauvreté » ?**

Oui, j'en suis persuadé, c'est une question de ciblage des aides. L'idée de Martin Hirsch (NDLR : le promoteur du RSA en 2009) était excellente avec le RSA socle, réservé aux personnes en grande précarité, et le RSA activité, qui doit permettre de reprendre progressivement un emploi. Mais la mise en œuvre n'a pas suivi, notamment à cause du manque de coordination entre l'Etat, l'assurance chômage et les départements qui versent le RSA. Par manque de courage politique, on n'a pas supprimé certaines couches d'aides, ce qui rend le système illisible. **Que devrait annoncer Emmanuel**

**Macron dans son futur plan Pauvreté ?**

Il faut garder ce principe : faire en sorte que les gens qui acceptent un emploi, même précaire, aient plus d'argent que s'ils ne travaillaient pas. Et pour cela augmenter le RSA activité. On peut le faire en resserrant le périmètre du RSA socle sur moins de personnes. Grâce aux ordonnances Pénicaud qui libèrent le marché du travail et à la conjoncture, relativement bonne, l'offre de travail va probablement augmenter. On va voir, comme en Allemagne il y a quinze ans après les réformes Schröder, se créer des boulots dans les services à la personne, l'accueil, etc. Certes, ce sont des emplois peu qualifiés, peu rémunérés, mais les

pauvres doivent être encouragés à les saisir. Que montrent les études en Allemagne ? Que si les inégalités ont augmenté, ceux qui ont repris un petit job estiment que leur situation individuelle s'est améliorée. Mieux vaut un petit job que vivre des minima sociaux. Ensuite, il faut construire un chemin pour que les gens aient des perspectives de progression. Il n'est pas question de remplacer « toute-une-vie-au-RMI » par « toute-une-vie-dans-un-job-mal-payé-à-temps-partiel ». C'est pourquoi la réforme de la formation est essentielle : pour que les précaires puissent acquérir des qualifications et sortir des petits jobs.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉVERINE CAZES

Un  
dispositif  
efficace ?  
**NON**



**Nicolas Bouzou,**  
ÉCONOMISTE ET ESSAYISTE  
FRANÇAIS, DIRECTEUR  
DU CABINET DE CONSEIL  
ASTERES